

Résumé

# DEUX POIDS DEUX MESURES

commerce, globalisation, et lutte contre la pauvreté

 POUR UN  
COMMERCE  
ÉQUITABLE

  
Oxfam

© Oxfam International 2002

## Pour un commerce équitable

En écrivant ce rapport, Oxfam veut démontrer à quel point le changement est nécessaire. Nous sommes également déterminés à œuvrer afin que ce changement devienne réalité. C'est pourquoi nous avons lancé la campagne Oxfam sur le commerce international intitulée *"Pour un commerce équitable"*. Il nous semble évident qu'un véritable changement ne peut voir le jour sans l'implication d'une large proportion de la population, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Nous souhaitons donc travailler en collaboration avec les organisations et individus du monde entier qui luttent déjà pour que le commerce constitue un réel levier dans la lutte contre la pauvreté. Ensemble, nous serons à même de générer un élan similaire à celui qui a réussi à mettre un terme à l'apartheid, à abolir l'utilisation des mines antipersonnel, et à réduire de façon considérable la dette du Tiers-Monde. Il s'agit certes là d'un projet ambitieux, et loin d'être aisé. Mais nous sommes persuadés que si cette campagne est menée à bien, elle permettra de transformer radicalement la vie des communautés démunies, comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité.

[www.maketradefair.com](http://www.maketradefair.com)

[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)



**POUR UN  
COMMERCE  
ÉQUITABLE**



# Préface

L'interdépendance, plutôt que le repli sur soi, a été à l'origine du progrès économique dans le monde. Le commerce, tout comme les migrations, la communication et la dissémination des connaissances techniques et scientifiques, a aidé à contrecarrer la pauvreté persistante et l'omniprésence d'existences « pénibles, brutales et courtes » qui caractérisaient le monde. Cependant, malgré le progrès, la vie reste pénible, brutale et courte pour une large part de la population mondiale. Les récompenses issues du commerce mondialisé sont loin d'avoir touché tout le monde.

Il est donc nécessaire de créer les conditions d'un partage plus équitable des énormes bénéfices tirés du commerce. Cela peut-il être fait sans provoquer la destruction du marché économique global ? La réponse est très clairement oui. Une économie de marché est tout à fait compatible avec différentes formes de distribution des ressources, de régulation (comme les lois sur les brevets ou les régulations anti-trust) et de politique de développement des aptitudes nécessaires à la participation au marché (éducation de base et soins de santé). Selon ces conditions, une économie de marché peut générer divers niveaux de prix, termes de l'échange, distribution des revenus, et plus généralement, divers résultats. La réforme des politiques menées peut avoir des effets radicaux sur les niveaux existants de pauvreté et d'inégalité, sans pour autant faire dérailler l'économie globale.

C'est précisément le thème de ce rapport, qui s'attache à identifier les modalités institutionnelles qui entravent une distribution plus équitable des fruits du commerce et des échanges. C'est notamment le cas des lois sur les brevets qui empêchent l'utilisation des médicaments de première nécessité par les personnes qui en ont le plus besoin, tout en n'encourageant que modérément le développement de médicaments utiles comme les vaccins préventifs, qui sont moins attractifs aux yeux des compagnies pharmaceutiques.

Je n'essayerais pas de résumer ce rapport. Il comprend un résumé fort utile et j'espère que sa grande qualité ne vous dissuadera pas de lire le rapport dans sa totalité. Les auteurs du rapport ont proposé des changements institutionnels spécifiques qui méritent une attention toute particulière. De plus, l'objectif plus large de ce rapport est de susciter un débat sur la forme d'architecture institutionnelle la plus à même de servir les intérêts des plus démunis. L'objectif premier est de combiner les importants bénéfices liés au commerce, mis en exergue par les défenseurs de la mondialisation, avec les besoins essentiels d'équité et de justice qui motivent une large part des manifestations anti-mondialisation. Les propositions de ce rapport s'adressent à ces deux camps.

*Amartya Sen*  
*Président Honoraire d'Oxfam.*  
*Mars 2002*



# Deux Poids Deux Mesures:

commerce, globalisation, et lutte contre la pauvreté

## Résumé

Le commerce international recèle un véritable paradoxe. Dans le monde globalisé du début du vingt-et-unième siècle, il représente l'une des forces les plus puissantes qui régissent nos vies. Il est également une source sans précédent de croissance des richesses. Cependant, des millions de personnes parmi les plus pauvres du monde sont laissées pour compte. La prospérité croissante des nations industrialisées est allée de pair avec une pauvreté massive et l'accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres. Le commerce mondial peut devenir un puissant moteur de la diminution de la pauvreté et de la croissance économique, mais ce potentiel n'est pas mis à profit. Le problème n'est pas engendré par une opposition fondamentale aux besoins et aux intérêts des pays pauvres, mais les règles qui régissent les échanges sont faussées en faveur des pays riches.

Le coût humain des pratiques commerciales inéquitables est immense. Si l'Afrique, l'Asie du sud-est, le sous-continent indien et l'Amérique latine devaient chacun augmenter leur part des exportations mondiales de 1 %, le gain qui en résulterait pourrait faire sortir 128 millions de personnes de la pauvreté. La diminution de la pauvreté contribuerait aussi à des améliorations dans d'autres domaines, tels que la santé des enfants et l'éducation.

Le discours des gouvernements des pays riches met en permanence l'accent sur l'engagement en faveur de la lutte contre la pauvreté. Pourtant ces mêmes gouvernements utilisent leur politique commerciale pour réaliser ce qui équivaut à un vol caractérisé contre les plus pauvres. Lorsque les pays en développement exportent vers les marchés des pays riches, ils sont confrontés à des barrières douanières quatre fois plus élevées que celles que les pays riches doivent franchir. Le coût global de ces barrières douanières pour les pays en développement s'élève à 100 milliards de dollars par an, soit le double de l'aide qui leur est fournie.

**Si l'Afrique, l'Asie du sud-est, le sous-continent indien et l'Amérique latine devaient chacun augmenter leur part des exportations mondiales de 1%, le gain qui en résulterait pourrait faire sortir 128 millions de personnes de la pauvreté.**

Le comportement des gouvernements du Nord peut être décrit en termes diplomatiques. Mais la dure réalité est que leurs politiques infligent une immense souffrance aux pauvres de ce monde. Lorsque les pays riches excluent les pauvres de leurs marchés, ils bloquent l'issue de secours qui leur permettrait d'échapper à la pauvreté.

Le manque d'accès au marché n'est pas un exemple isolé de l'injustice des règles commerciales et de la politique du « deux poids, deux mesures » pratiquée par les pays riches. Alors que les pays riches ferment leurs marchés, les pays pauvres font l'objet de pressions de la part du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour ouvrir leurs marchés du jour au lendemain, souvent au détriment des communautés les plus pauvres. Le problème des cours bas et instables des matières premières condamnant des millions de personnes à la pauvreté n'a pas été abordé avec sérieux par la communauté internationale. Dans le même temps, les puissantes entreprises transnationales ont été laissées libres de recourir à des pratiques en matière d'emploi et d'investissement qui contribuent à la pauvreté et à l'insécurité, sans avoir à s'encombrer d'autre chose que de timides directives qu'elles se sont elles-mêmes choisies. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) contribue également au problème. La plupart de ses réglementations sur la propriété intellectuelle, sur les investissements et sur les services servent les intérêts des pays riches et des entreprises transnationales, tout en imposant des coûts immenses aux pays en développement. Le penchant de l'OMC en faveur des intérêts égoïstes des pays riches et des grosses sociétés soulève des questions fondamentales quant à sa légitimité.

Une réforme du commerce international n'est qu'une des exigences nécessaires pour faire cesser les profondes injustices sociales qui vont aujourd'hui de pair avec la mondialisation. Il est également essentiel d'investir et de réduire les inégalités, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la répartition des revenus. Les règles du commerce international restent néanmoins centrales au problème de la pauvreté, et des réformes fondamentales sont nécessaires pour qu'elles puissent enfin faire partie de la solution.

## La campagne d'Oxfam sur le commerce international

**Tel qu'il existe, le système commercial international actuel est indéfendable. Aucune société ne peut tolérer les inégalités engendrées par les pratiques commerciales actuelles.**

Le présent rapport expose l'analyse d'Oxfam sur les règles régissant le commerce mondial. La campagne qu'Oxfam initie vise à changer ces règles afin d'utiliser le potentiel que représente le commerce international pour réduire la pauvreté. À l'origine de cette campagne, une conviction : il est temps de mettre fin à la politique du *deux poids, deux mesures* qui prédomine actuellement et d'instaurer à la place les règles d'un commerce équitable. Les principes énumérés ci-dessous font partie des principes politiques d'Oxfam :

- Améliorer l'accès aux marchés pour les pays pauvres et mettre fin au cycle de surproduction agricole subventionnée et de dumping à l'exportation par les pays riches.
- Abandonner l'utilisation par le FMI et la Banque mondiale de conditions de prêts imposant aux pays pauvres une libéralisation de leur économie quelque soit l'impact sur les populations les plus démunies.
- Créer une nouvelle institution internationale des matières premières pour promouvoir la diversification et faire cesser les problèmes de surproduction, afin d'augmenter les prix de manière à assurer un niveau de vie décent aux

producteurs. Modifier les pratiques des grandes entreprises afin qu'elles paient des prix équitables pour ces matières premières.

- Établir de nouvelles règles sur la propriété intellectuelle pour veiller à ce que les pays pauvres puissent avoir accès aux nouvelles technologies et aux médicaments de base et que les agriculteurs puissent stocker, échanger et vendre des semences.
- Interdire les règles qui forcent les gouvernements à libéraliser ou à privatiser les services essentiels, vitaux pour lutter contre la pauvreté.
- Améliorer la qualité des investissements privés et promouvoir des normes en matière d'emploi.
- Démocratiser l'OMC pour donner plus de voix aux pays pauvres.
- Changer les politiques nationales en matière d'éducation, de santé et de gouvernance afin de permettre aux populations démunies de développer leurs aptitudes, de réaliser leur potentiel et de participer aux échanges sur des bases plus équitables.

Pourquoi mener aujourd'hui une campagne sur le commerce international? Il y a trois réponses à cette question.

La première est que le système commercial international actuel est indéfendable. Aucune société ne peut tolérer les inégalités engendrées par les pratiques commerciales. Personne ne peut accepter les abus de pouvoir, l'injustice et l'indifférence à la souffrance qui sous-tendent ces pratiques.

La deuxième réponse peut être formulée de manière simple : « notre propre intérêt éclairé ». La situation actuelle est non seulement moralement indéfendable, mais elle ne peut plus se maintenir. De grandes parties du monde en développement deviennent des enclaves de désespoir et sont exclues de la prospérité croissante générée par le commerce. En fin de compte, une prospérité partagée ne peut être construite sur de telles fondations. Pas plus que les forces économiques qui animent la mondialisation, la colère, le désespoir et les tensions sociales qui accompagnent les graves inégalités de richesses et de perspectives ne respecteront les frontières nationales. L'instabilité qu'elles engendreront nous menace tous. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, nos vies sont plus étroitement liées que jamais. En tant que communauté mondiale, nous pouvons choisir soit de nager ensemble ou de sombrer corps et biens. Aucun pays, quelle que soit sa force ou sa prospérité, ne peut s'isoler du reste du monde.

**En tant que communauté mondiale, nous pouvons choisir soit de nager ensemble ou de sombrer corps et biens.**

La troisième raison à la campagne d'Oxfam est que nous sommes convaincus que le changement est possible. Le système régissant le commerce international n'est pas une force de la nature. C'est un système d'échange, avec des règles et des institutions exprimant des choix politiques. Ces choix peuvent donner la priorité aux intérêts des plus faibles et des plus vulnérables, ou aux intérêts des riches et des puissants. Le commerce renforce la pauvreté et les inégalités dans le monde parce que ses propres règles sont établies dans ce but. Celles-ci reflètent la puissance des intérêts en jeu. Des campagnes concertées auprès de l'opinion publique peuvent modifier la donne. Ainsi qu'il a été démontré par la campagne internationale en faveur de l'annulation des dettes des pays pauvres, l'action de l'opinion publique peut mettre les intérêts des plus pauvres à l'ordre du jour international. Elle peut également permettre des réalisations concrètes en faveur du développement humain.

Au bout du compte, un choix très clair s'impose. Nous pouvons laisser les règles commerciales injustes continuer à produire pauvreté et désarroi et faire face aux conséquences. Ou nous pouvons modifier les règles. Nous pouvons autoriser la mondialisation à continuer à travailler pour une petite minorité plutôt que pour la majorité. Ou nous pouvons créer un nouveau modèle de mondialisation, basé sur des valeurs communes et des principes de justice sociale. Nous avons le choix entre ces deux directions. Il est temps de décider du chemin à suivre.

## 1. Commerce et mondialisation au XXIe siècle

**'Aujourd'hui, on nous dit que le marché américain des ordinateurs est en baisse. On dit que cela implique qu'ici il y aura une baisse de la production. Sans ce travail, ma vie sera très dure.'**

JOSEPHINE LARANJA, EMPLOYÉE DANS UNE USINE D'ÉLECTRONIQUE DE MANILLE AUX PHILIPPINES

Le commerce bien géré a le pouvoir de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté. Cependant, la croissance des échanges n'est pas une garantie automatique de réduction de la pauvreté. L'expérience des pays en développement illustre le fossé entre les grands avantages potentiels du commerce d'une part et les résultats décevants associés à l'intégration croissante par ce même commerce d'autre part.

Les débats actuels sont dominés par les échanges rituels entre deux grands camps : les « pro-mondialisation » et les « anti-mondialisation ». Les 'pro-mondialisation' affirment que le commerce agit déjà en faveur des plus pauvres. Leur remède consiste donc à « augmenter la dose ». Les « anti-mondialisation » ont une vision des choses diamétralement opposée. Ils affirment que le commerce est intrinsèquement mauvais pour les pauvres. La participation au commerce, selon leur argument, mène inévitablement à une plus grande pauvreté et à plus d'inégalités. D'où le corollaire « moins il y a de commerce, mieux le monde se porte. »

Il est nécessaire de reconnaître le rôle du mouvement anti-mondialisation, qui a su mettre à l'ordre du jour les questions essentielles sur la justice sociale et les échecs de la mondialisation. Toutefois la guerre des déclarations entre optimistes et pessimistes qui accompagne virtuellement chaque réunion sur le commerce est spécieuse et contre-productive. Ces deux conceptions du monde vont à l'encontre de l'évidence, et aucune n'offre d'espoir pour l'avenir. Ce faux débat sur le commerce constitue une diversion regrettable, en particulier à cause des changements révolutionnaires qui transforment le système du commerce mondial. Ces changements auront des implications profondes pour tous les pays, et leur direction future déterminera les perspectives de succès d'éradication de la pauvreté.

Le changement est en partie quantitatif. Les exportations ont augmenté beaucoup plus rapidement que les niveaux mondiaux de produits intérieurs bruts (PIB), de telle sorte que le commerce représente maintenant une part des revenus mondiaux plus importante qu'auparavant. Les pays en développement ont enregistré des augmentations particulièrement rapides de leurs ratios Exportations / PIB. Leurs exportations représentent maintenant plus d'un quart du PIB, une proportion plus élevée que pour les pays riches. Alors que le commerce représente une part croissante des revenus mondiaux, les changements dans les schémas commerciaux vont avoir une influence graduelle sur les schémas de distribution de revenus – et sur les perspectives de diminution de la pauvreté.

La structure des exportations des pays en développement a également changé. Alors que de nombreuses personnes dépendent des matières premières, la part des produits manufacturés a augmenté. Au cours de la dernière décennie, les exportations à haute technologie en provenance d'un nombre croissant de pays ont enregistré un boom. Des pays tels que la Chine, l'Inde et le Mexique émergent comme des grands fournisseurs

de technologies de pointe et de produits manufacturés faisant appel à une main d'œuvre abondante.

Le rôle évolutif des pays en développement dans la répartition internationale du travail reflète les forces technologiques qui poussent la mondialisation. L'alliance de l'informatique et des télécommunications – ou numérisation – révolutionne les relations économiques internationales. Sous les auspices des entreprises transnationales, la technologie a facilité le développement de systèmes de production mondiaux. L'augmentation des échanges au sein des entreprises a été une des forces les plus puissantes derrière l'expansion du commerce mondial. Les ventes internationales des cent entreprises transnationales les plus importantes équivalent en valeur au quart du commerce mondial ; près des deux tiers de ces échanges se réalisent au sein même de ces entreprises.

À travers leur production, leurs investissements et leurs activités de marketing, les entreprises transnationales lient les producteurs des pays en développement encore plus étroitement aux consommateurs des pays industrialisés. Des ouvrières dans les usines de confection du Bangladesh à leurs homologues dans les zones économiques spécialisées en Chine et aux travailleurs dans les zones de libre-échange d'Amérique centrale, en passant par les petits agriculteurs et ouvriers agricoles du monde en développement, la mondialisation génère des forces qui ouvrent de grandes perspectives, mais sont également lourdes de menaces.

## 2. Le Commerce international, une force pour lutter contre la pauvreté

L'histoire dément l'hypothèse selon laquelle les mécanismes du commerce *ne peuvent pas* fonctionner en faveur des démunis. La participation au commerce mondial figure en bonne place dans de nombreux exemples réussis de réduction de la pauvreté. Et lorsqu'on la compare à l'aide économique, elle a un bien meilleur potentiel de bénéfices pour les pauvres. Si les pays en développement augmentaient leur part d'exportations mondiales de seulement 5 %, cela générerait 350 milliards de dollars américains, soit sept fois plus que l'ensemble de l'aide reçue. Les 70 milliards de dollars que l'Afrique générerait au travers d'une augmentation de 1 % de sa part des exportations mondiales représentent approximativement le quintuple du montant consenti à la région au titre de l'aide et de réduction de la dette.

Outre les avantages financiers, l'augmentation des exportations peut être un moteur plus efficace que l'aide pour la diminution de la pauvreté. La production de produits d'exportation concentre parfois les revenus directement entre les mains des pauvres, créant du même coup de nouvelles possibilités d'emploi et d'investissement. Cependant, il ne faudrait pas non plus exagérer la dichotomie entre l'aide et le commerce : La première peut jouer un rôle déterminant pour aider les gens à bénéficier du commerce, entre autres en soutenant les investissements en matière de services médicaux et d'éducation, ainsi qu'en matière d'infrastructures économiques.

Les exportations peuvent jouer un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté. Les simulations effectuées pour le présent rapport ont essayé de cerner l'impact potentiel de l'augmentation de la part des exportations mondiales pour les pays en développement dans la lutte contre la pauvreté. À un certain degré, ces simulations sont artificielles : les bénéfices générés par le commerce sont dynamiques et cumulatifs ; ils ne peuvent être reproduits par une représentation figée. Même ainsi, les chiffres sont frappants. Ils

**'Si vous me demandiez de comparer nos vies avec celles de nos parents, je vous répondrais que tout a changé. Ça va mieux...Nous sommes encore vulnérables mais il y a moins de pauvreté aujourd'hui.'**

LAM VAN, CULTIVATEUR DE RIZ,  
DELTA DU MEKONG, VIETNAM

suggèrent qu'une augmentation de 1 % de la part des exportations mondiales en faveur de chacune des régions en développement permettrait de réduire la pauvreté dans le monde de 12 %. La diminution serait la plus sensible en Afrique subsaharienne et en Asie du sud-est, ces deux régions du monde ayant les taux de pauvreté les plus élevés.

Cette redistribution des parts de marché d'exportations obtenue par notre simulation est très modeste lorsqu'elle est comparée au présent déséquilibre entre les populations et entre les parts des exportations mondiales. Les pays en développement à faible revenu représentent plus de 40 % de la population mondiale, mais moins de 3 % du commerce mondial. Alors que les pays riches exportent produits et services pour une valeur de près de 6000 \$ par habitant, le chiffre équivalant pour les pays en développement est de 330 \$, et de moins de 100 \$ pour les pays aux revenus les plus bas.

L'expérience de l'est de l'Asie montre ce qui est possible lorsque la croissance des exportations est étendue à une base plus large. Depuis le milieu des années 1970, la croissance rapide des exportations a contribué à un processus plus large de croissance économique qui a fait sortir plus de 400 millions de personnes de la pauvreté. Dans des pays comme le Viêt-nam et l'Ouganda, la production pour les marchés d'exportation a contribué à générer des diminutions sans précédent du niveau de pauvreté rurale. Lorsque la croissance des exportations est basée sur des produits manufacturés à forte consommation de main d'œuvre, elle peut être à l'origine d'une progression très significative des revenus des femmes.

Il y a un revers à la médaille de chacune de ces *success stories*. L'augmentation des inégalités a ralenti le taux de diminution de la pauvreté dans l'est de l'Asie et la croissance des exportations a été accompagnée de formes extrêmes d'exploitation, en particulier des jeunes femmes. Cependant, ces résultats ne sont pas inéluctables. Ils sont le fruit de l'incapacité des gouvernements à protéger les intérêts des plus pauvres.

Les bénéfices du commerce ne sont pas systématiques – et l'augmentation rapide des exportations n'est pas une garantie automatique d'une réduction accélérée de la pauvreté. Cependant, lorsque le commerce est mis au service de stratégies efficaces pour la réalisation d'une croissance équitable, il peut donner une puissante impulsion à l'atteinte d'objectifs en matière de développement humain. L'accès à des marchés plus larges et aux nouvelles technologies crée des incitations à l'investissement, d'où une croissance économique accélérée et des emplois. Lorsque les pays sont capables de s'engager dans le commerce à plus forte valeur ajoutée, comme dans l'est de l'Asie, la croissance des exportations peut contribuer à une amélioration rapide des niveaux de vie.

### 3. Laissés pour compte: les pays pauvres et les pauvres dans le système de commerce mondial

**Certains pays qui semblent s'être bien intégrés grâce au commerce, sont piégés dans des ghettos à faible valeur ajoutée et la croissance de leurs exportations a peu d'impact sur leur niveau de pauvreté.**

Malgré certains succès notables, l'expansion du commerce mondial dans le cadre de la mondialisation n'a produit que des résultats bien décevants en matière de réduction de la pauvreté. Les marées montantes sont censées porter tous les navires, mais la marée montante de la richesse induite par le commerce a soulevé certains navires plus haut que d'autres qui semblent sombrer rapidement.

La pauvreté persistante et l'augmentation des inégalités vont de pair avec la mondialisation de la fin du XXe siècle. Au milieu de la richesse croissante générée par le commerce libéralisé, il y avait, à la fin des années 1990, 1,1 milliard de personnes se battant pour survivre avec moins de 1 \$ par jour – soit le même nombre qu'au milieu des années 1980. Les inégalités entre riches et pauvres augmentent, tant entre les pays

qu'en leur sein même. Avec seulement 14 % de la population mondiale, les pays à forts revenus représentent 75 % du PIB mondial, ce qui est approximativement la même proportion qu'en 1990.

Les inégalités commerciales renforcent encore ces disparités. Pour chaque dollar généré par les exportations à travers le système de commercial international, les pays à faibles revenus ne représentent que trois cents. Même si les pays en développement ont augmenté leurs exportations plus rapidement que les pays riches, les grandes inégalités initiales font que le fossé continue à s'élargir. Dans les années 1990, les pays riches ont augmenté la valeur de leurs exportations par habitant de 1 938 \$, contre 51 \$ pour les pays à faibles revenus et 98\$ pour les pays à revenus moyens.

Le succès des exportations dans les pays en développement a été fortement concentré. L'Asie du sud-est représente plus des trois quarts des exportations de produits manufacturés, et une partie encore plus importante des produits de haute technologie. L'Asie du sud et l'Afrique subsaharienne représentent moins de 2 %, et (à l'exception du Mexique) la part de l'Amérique latine est en diminution.

Certains pays qui semblent s'être bien intégrés grâce au commerce, sont piégés dans des ghettos à faible valeur ajoutée et la croissance de leurs exportations a peu d'impact sur leur niveau de pauvreté. Les données sur le commerce international identifient le Mexique comme un grand exportateur de produits de haute technologie et de services. Cependant, moins de 2 % de la valeur de ses exportations provient de l'apport local. C'est également valable pour un certain nombre de pays à fort taux de croissance des exportations dans le secteur de la confection, comme le Bangladesh et le Honduras. Dans chaque cas, la production des exportations est dominée par le simple assemblage et la réexportation de composants importés par les entreprises transnationales, avec un transfert de technologie limité.

D'autres pays n'ont pu échapper à des problèmes durables. Les exportateurs de matières premières ont vu leur part diminuer dans le commerce mondial, avec l'Afrique subsaharienne supportant le gros des problèmes associés à la chute des prix. La détérioration des termes de l'échange depuis la fin des années 1970 a coûté à la région l'équivalent de 50 cents pour chaque dollar reçu au titre de l'aide.

La théorie du commerce prévoit que les pauvres dans les pays en développement vont automatiquement bénéficier de l'intégration par le commerce, mais cette théorie a été démentie par la réalité. En Amérique latine, la croissance rapide des exportations a été accompagnée par un chômage en augmentation et la stagnation des revenus. Les salaires minimums réels dans la région étaient plus bas à la fin des années 1990 qu'au début de la décennie. Les preuves apportées dans le présent rapport montrent que les pauvres dans les régions rurales s'en tirent particulièrement mal.

Tous les problèmes associés au commerce ne peuvent être évalués au travers de leurs seuls effets sur les revenus. Dans de nombreux pays, la croissance des exportations a été bâtie sur des pratiques en matière d'emploi qui relèvent de l'exploitation. En Chine, dans les zones de développement économique, les femmes sont forcées de travailler jusqu'à douze heures par jour dans des conditions effroyables. Les femmes travaillant dans l'industrie de la confection au Bangladesh se voient privées du droit d'adhérer à un syndicat. Les longues journées de travail pour des salaires de misère imposent aux femmes un lourd tribut en temps et en énergie. De façon concomitante, de nombreux gouvernements ont imposé la « flexibilité » du travail – un euphémisme, dans ce contexte, pour désigner une violation des droits fondamentaux du travail.

#### 4. Accès aux marchés et commerce des produits agricoles: Les deux poids – deux mesures des pays riches

**Les gouvernements du Nord réservent leurs barrières commerciales les plus prohibitives aux plus pauvres du monde... Ces barrières coûtent 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, soit le double de ce qu'ils reçoivent au titre de l'aide au développement.**

La lutte contre la pauvreté par le commerce est subordonnée à l'accès des pays pauvres aux marchés des pays riches. Malheureusement, les gouvernements du Nord réservent leurs barrières commerciales les plus prohibitives aux plus pauvres du monde.

Dans le système commercial international, la concurrence peut être comparée à une course d'obstacles, à ceci près que les sportifs les plus faibles doivent sauter les obstacles les plus hauts. Lorsque les petits agriculteurs ou les ouvrières de l'industrie textile les plus pauvres pénètrent les marchés mondiaux, ils se voient opposer des obstacles à l'importation quatre fois plus élevés que ceux auxquels les producteurs des produits riches sont confrontés. Ces barrières coûtent 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, soit le double de ce qu'ils reçoivent au titre d'aide. L'Afrique subsaharienne, la région la plus pauvre du monde, perd quelques 2 milliards de dollars par an, l'Inde et la Chine plus de 3 milliards de dollars. Cela ne représente que les coûts immédiats. Les coûts à long terme associés aux occasions d'investissement perdues et à la perte du dynamisme économique sont encore plus élevés.

Les barrières commerciales dans les pays riches sont particulièrement dommageables pour les pauvres parce qu'elles visent les biens que ces derniers produisent, tels que les produits agricoles et manufacturés à forte consommation de main d'œuvre. Parce que les femmes représentent une grande partie de l'emploi dans les industries nécessitant beaucoup de main d'œuvre, elles assument une part disproportionnée du fardeau associé aux bas salaires et aux restrictions des opportunités d'emploi imposés par le protectionnisme.

Qui sont les principaux instigateurs des barrières commerciales qui nuisent aux pays en développement ? Oxfam a essayé de répondre à cette question au travers de son *Double Standards Index* (DSI). Ce dernier mesure dix paramètres importants des politiques commerciales des pays riches, y compris les droits de douane moyens, l'importance des droits sur les textiles et les produits agricoles et les restrictions imposées sur les importations en provenance des pays les moins développés. Nous l'appelons Indice des deux poids, deux mesures, parce qu'il mesure le fossé entre les principes du libéralisme vanté par les pays riches et leurs véritables pratiques protectionnistes. Aucun pays industrialisé ne s'en tire avec un résultat positif, mais l'Union Européenne (UE) apparaît comme la principale coupable, suivie de très près par les États-Unis.

Le domaine où les politiques du « deux poids, deux mesures » des gouvernements des pays industrialisés sont plus criantes est sans conteste l'agriculture. Le total des subventions aux agriculteurs de ces pays s'élève à plus d'un milliard de dollars par jour. Ces subventions, dont les bénéficiaires sont presque entièrement cumulés par les agriculteurs les plus riches, causent de très importants dommages à l'environnement. Ils génèrent également une surproduction. Les surplus qui en résultent sont vendus à perte sur les marchés mondiaux avec l'aide de subventions supplémentaires financées par les contribuables et les consommateurs.

Oxfam a élaboré une nouvelle mesure du dumping à l'exportation par l'UE et les États-Unis. Elle suggère que ces deux superpuissances agricoles exportent à des prix inférieurs de plus d'un tiers aux coûts de production. Ces exportations subventionnées par les pays riches font chuter les prix des exportations non subventionnées des pays en développement et détruisent les moyens de subsistance des petits agriculteurs. Dans

des pays tels que Haïti, le Mexique et la Jamaïque, les importations hautement subventionnées d'aliments bon marché détruisent les marchés locaux. Certains des agriculteurs parmi les plus pauvres du monde sont en concurrence avec ses trésoriers les plus riches.

Les pays riches sont systématiquement revenus sur leurs engagements d'améliorer l'accès des pays pauvres aux marchés. Bien loin de réduire leurs propres politiques de subventions en faveur de leur agriculture, ils les ont augmentées. Après s'être engagés à éliminer graduellement l'Accord Multifibres (AMF) qui limite les importations de textiles et de vêtements, ils ont libéralisé l'accès à leur marché pour moins d'un tiers des produits pour lesquels ils s'étaient engagés.

Un meilleur accès aux marchés permettrait de donner une puissante impulsion à la lutte contre la pauvreté, en particulier s'il était associé à des stratégies nationales visant à étendre les opportunités aux plus pauvres et à abaisser les barrières contre l'accès des femmes aux marchés. Les priorités sont les suivantes :

- Un accès sans taxe à l'importation et sans quota pour tous les pays à bas revenus.
- Une réduction générale des droits de douane les plus élevés, de telle sorte qu'aucun droit de douane appliqué aux exportations des pays en développement ne dépasse 5%.
- Une élimination graduelle de l'Accord Multifibres, pour donner accès aux marchés des textiles et des vêtements qui constituent les principales exportations des industries à forte main d'œuvre des pays en développement.
- Une interdiction totale des subventions à l'exportation et une restructuration des subventions agricoles afin d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux, plutôt qu'une augmentation de la production.
- Une reconnaissance du droit des pays en développement à protéger leurs systèmes agricoles à des fins de sécurité alimentaire.

Ces réformes permettraient de créer un environnement favorable à la lutte contre la pauvreté. Elles offriraient de nouvelles opportunités aux pays pauvres et aux personnes les plus défavorisées. Cependant, l'amélioration de l'accès aux marchés ne constitue pas une condition suffisante au renforcement des liens entre la libéralisation du commerce et la réduction de la pauvreté. Plusieurs des pays les plus pauvres manquent d'infrastructures pour profiter de l'ouverture des marchés. À l'intérieur des pays, les populations pauvres cherchent également à avoir accès aux outils de production, tels que la terre et le crédit, tout comme à la santé, à l'éducation et aux infrastructures. C'est pourquoi un meilleur accès aux marchés doit constituer un des éléments d'une stratégie plus large dans l'optique de la diminution de la pauvreté.

## 5. Les pauvres et la libéralisation du commerce

La suppression des barrières douanières dans les pays riches procurerait des avantages très nets aux pays pauvres. Une libéralisation des importations des pays en développement bien pensée et étalée dans le temps peut également apporter des bénéfices pour les populations pauvres, surtout lorsqu'elle est intégrée dans des stratégies cohérentes de lutte contre la pauvreté. Cependant, on l'a vu au fil des ans, la libéralisation rapide des importations dans les pays en développement a souvent contribué à une aggravation de la pauvreté et des inégalités. Les conditions de prêts liées

**'Les importations sont en train de détruire nos débouchés et de tuer nos communautés.'**

HECTOR CHAVEZ,  
ULTIMATEUR DE CAFÉ, CHIAPAS, MEXIQUE

aux programmes du FMI et de la Banque mondiale constituent un aspect majeur du problème.

Le FMI, la Banque mondiale et la plupart des gouvernements des pays du Nord sont d'ardents partisans de la libéralisation du commerce. Dans le cas du FMI et de la Banque mondiale, le plaidoyer a été étayé par les conditions de prêts qui imposent aux pays de diminuer leurs barrières douanières. En partie du fait de ces conditions de prêt, les pays pauvres ont ouvert leurs économies beaucoup plus rapidement que les pays riches. Les taxes à l'importation ont en moyenne diminué de moitié en Afrique subsaharienne et en Asie du sud, et de deux tiers en Amérique latine et dans l'est de l'Asie.

Les institutions financières internationales et les gouvernements ont cherché à justifier leur soutien à une libéralisation rapide des importations en se référant aux recherches de la Banque mondiale qui visent à établir que la libéralisation du commerce est bonne pour la croissance et que les plus pauvres perçoivent une part équitable des bénéfices. Dans le présent rapport, nous récusons les preuves avancées par la Banque mondiale. Nous montrons que les recherches sur lesquelles repose ce postulat sont faussées à la base et que cela entraîne l'adoption d'une mauvaise politique.

Un des problèmes provient de la confusion qui règne autour du sens du mot « ouverture ». La Banque mondiale utilise un indicateur économique (le ratio Commerce extérieur/PIB) comme mesure indirecte de l'impact des changements de politique en faveur de la libéralisation. En utilisant un indicateur d'ouverture, basé sur la vitesse et le degré de libéralisation des importations, nous montrons que de nombreux pays qui s'intègrent parfaitement dans les marchés mondiaux – tels que la Chine, la Thaïlande et le Viêt-nam – ne sont pas parmi ceux qui libéralisent rapidement leurs importations. À l'inverse, de nombreux pays libéralisant rapidement leurs importations enregistrent de faibles résultats en matière de réduction de la pauvreté, en dépit de la lettre et de l'esprit des conseils de la Banque mondiale et du FMI en matière de politique de libéralisation.

Dans de nombreux pays, libéralisation rapide rime avec inégalités croissantes. Des études de cas au Pérou montrent que les petits agriculteurs des régions montagneuses sont désavantagés par rapport aux grandes fermes commerciales. Au Mexique, les états de la « ceinture de pauvreté » du sud s'appauvrissent lorsqu'on les compare aux états du nord. En Inde, la libéralisation des importations accentue les inégalités dans les campagnes, ainsi qu'entre zones rurales et urbaines. Ces inégalités sont importantes parce qu'elles ralentissent la vitesse à laquelle la croissance économique est convertie en réduction de la pauvreté.

Les Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) donnent au FMI et à la Banque mondiale la possibilité de placer le commerce au cœur de leur dialogue sur la pauvreté avec les gouvernements. On est en train de laisser passer cette occasion. En analysant douze SRP, nous avons observé que seules quatre mentionnaient l'impact éventuel de la réforme du commerce sur les personnes les plus pauvres, deux prévoyant en outre des mesures pour protéger les perdants. Au Cambodge, le FMI et la Banque mondiale soutiennent une stratégie qui va fortement réduire les taxes à l'importation sur les produits agricoles, exposant des millions de producteurs de riz à la concurrence en provenance de la Thaïlande. Cependant, aucune évaluation de la pauvreté n'a été effectuée.

Le présent rapport recommande, entre autres :

- que les programmes du FMI et de la Banque mondiale n'imposent pas de conditions de prêts exigeant la libéralisation du commerce.
- que les pays riches pratiquent eux aussi la libéralisation effectuée par les pays en développement conformément aux conditions du FMI et de la Banque mondiale, en appliquant des réductions équivalentes de leurs propres taxes à l'importation.
- que toutes les SRP comprennent une analyse détaillée de l'impact potentiel de la libéralisation du commerce sur la distribution des revenus et sur la diminution de la pauvreté.

## 6. Matières premières: Un commerce en déclin

« Les véritables prix économiques devraient être fixés non pas au niveau le plus bas possible, mais à un niveau suffisant pour permettre aux producteurs de subvenir à leurs propres besoins alimentaires et autres » (John Maynard Keynes, 1944)

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis que Keynes a appelé à la création d'une nouvelle institution internationale pour résoudre les problèmes auxquels les exportateurs de matières premières sont confrontés. Aujourd'hui, les prix bas et instables des matières premières figurent parmi les contraintes les plus fortes qui empêchent le commerce d'œuvrer en faveur des pauvres.

Bien des pays parmi les plus pauvres du monde restent fortement dépendants des matières premières. Dans plus de cinquante pays en développement, plus de la moitié des revenus à l'exportation est dépendante de trois matières premières, voire moins. Les économies nationales de ces pays et les économies de millions de ménages pauvres ont été dévastées par une diminution persistante des prix.

Le café est l'une de ces matières premières les plus affectées. Les prix ont chuté de 70 % depuis 1997, ce qui revient à une perte de revenus liés à l'exportation de près de 8 milliards de dollars pour les pays exportateurs en développement. Pour certains pays, ces pertes ont dépassé l'aide et les aménagements de la dette. Les foyers les plus pauvres ont particulièrement souffert. Notre étude auprès des producteurs de café en Tanzanie, dans le sud du Mexique et en Haïti montre que les familles réduisent leur consommation générale, retirent leurs enfants de l'école et sont confrontées à des difficultés extrêmes pour payer les soins médicaux. La famille et les structures communautaires sont mises sous pression et les femmes sont forcées de travailler davantage en dehors de la ferme, tandis que les hommes doivent émigrer pour trouver du travail.

Les causes sous-jacentes à la crise des marchés des matières premières varient d'un produit à l'autre. Cependant, le problème général est lié à une surproduction structurelle. La production d'une grande gamme de produits dépasse toujours la demande, ce qui provoque un stockage excessif et un effondrement périodique des prix.

Tout changement des prix sur les marchés mondiaux génère des gagnants et des perdants. Le marché des matières premières ne fait en rien exception à cette règle. Les perdants comptent dans leurs rangs des millions de foyers parmi les plus vulnérables au monde. Les gagnants, en l'occurrence, comprennent les grandes entreprises transnationales qui dominent les marchés mondiaux. Ces entreprises transnationales – telles que le groupe Nestlé – ont été capables de profiter des prix ridiculement bas pour

**Café... Les prix ont chuté de 70 % depuis 1997, ce qui revient à une perte de revenus liés à l'exportation de près de 8 milliards de dollars pour les pays exportateurs en développement.**

**'Le cours du café est en train de détruire cette communauté.'**

TATU MUSEYNI, CULTIVATEUR DE CAFÉ,  
RÉGION DU KILIMANJARO, TANZANIE

les producteurs pour générer des marges de profit très élevées.

Il est essentiel de résoudre la crise prolongée du marché des matières premières si nous voulons arriver à une mondialisation qui profite à tous. Les problèmes soulevés sont complexes, mais une approche des réformes par à-coups ne fonctionnera pas. Le présent rapport établit un ordre du jour pour les réformes et contient les recommandations suivantes :

- **La création d'une nouvelle institution pour chapeauter les marchés mondiaux des matières premières et d'un nouveau système d'accords sur les matières premières.** Cela permettrait de réduire la volatilité des prix. En contraste avec les accords bancals du passé, la nouvelle institution inclurait des mécanismes financiers visant à équilibrer l'offre et la demande, à des prix raisonnables. Elle contribuerait également à encourager la diversification et à augmenter la valeur des exportations au travers de stratégies permettant d'ajouter de la valeur aux produits des pays à faibles revenus.
- **L'adoption par les entreprises transnationales de pratiques d'achat socialement responsables.** Cela inclurait une augmentation de la proportion des matières premières achetées dans le cadre de contrats à long terme et pour un prix équitable lorsque les prix chutent en dessous d'un niveau compatible avec le niveau de vie des pays exportateurs.

## **7. Les sociétés transnationales: investissement, emploi, et commercialisation**

Les changements technologiques ont rendu la mondialisation possible. Les sociétés transnationales y ont contribué. Par leurs investissements, leur production et leurs activités de commercialisation, les entreprises transnationales rapprochent de plus en plus les économies et les peuples du monde. Elles ont le potentiel de répartir plus amplement les bénéfices de la mondialisation, mais n'en font rien.

De nombreux gouvernements de pays en développement ont introduit une politique « portes ouvertes » pour attirer les investissements étrangers. Encouragés par les gouvernements du Nord et par les institutions financières, ils ont cherché à générer une croissance rapide des exportations en attirant les entreprises transnationales. Mais cette stratégie est faussée.

Les investissements directs à l'étranger (IDE) ont de nombreux avantages potentiels. Ils peuvent donner accès à de nouvelles ressources financières, à de nouvelles technologies et à de nouveaux marchés. Cependant, les avantages financiers réels ont été exagérés. Les niveaux élevés de rapatriement des bénéfices, les mesures incitatives pour attirer les investisseurs et l'évasion fiscale s'associent pour diminuer les véritables transferts financiers. Pour chaque dollar d'investissement étranger, environ 30 cents sont rapatriés par le biais de transferts de bénéfices.

Tous les investissements ne sont pas toujours bénéfiques. En termes de développement, les investissements de qualité en terme de transferts de technologie et de savoir-faire créent des liens dynamiques avec les entreprises locales. De nombreux IDE ne tombent pas dans cette catégorie. En Amérique latine, l'augmentation des IDE a été couplée à une diminution de la capacité de recherche et de développement et à une dépendance croissante envers les importations de technologie. Les zones de libre échange semblent attirer les IDE de la plus mauvaise qualité qui soit. Dans de

nombreux cas –comme au Bangladesh et au Mexique – ces zones agissent comme des enclaves presque totalement isolées de l'économie nationale. Les IDE directement orientés sur l'extraction de ressources minérales ont des résultats particulièrement désastreux en matière de développement. Ils ont souvent intensifié les conflits, considérablement nui à l'environnement et entraîné le déplacement de communautés locales.

Les entreprises transnationales ont une grande influence sur les normes du travail dans les pays en développement, en partie en tant qu'employeurs directs, mais aussi à travers leurs activités de sous-traitance. Même si la plupart d'entre elles ont adopté des codes de bonne conduite en matière d'emploi, les résultats en sont limités. Avec leur accent sur le volontarisme, les codes ont manqué d'aborder l'érosion des droits des travailleurs, et de prévenir l'émergence d'inégalités extrêmes entre les sexes.

La faiblesse des audits des codes d'éthique des grandes entreprises constitue un problème sérieux, mais même les meilleurs audits ne peuvent résoudre les tensions les plus profondes. Dans de nombreuses grandes économies tournées sur l'exportation, les gouvernements ont démantelé la protection en matière d'emploi afin d'attirer les IDE, souvent avec le soutien des entreprises transnationales. Le présent document rapporte des cas de sociétés basées dans des pays du Nord, qui ont souvent des codes de bonne conduite exemplaires, mais sont approvisionnés par des sous-traitants qui violent systématiquement les droits élémentaires des travailleurs. De plus, les conditions du marché créées par les entreprises transnationales, y compris les fortes pressions en matière de prix exercées sur les producteurs et les délais de livraison contraignants font qu'il est difficile d'élever les normes.

Les femmes, main d'œuvre la moins protégée et la plus vulnérable des industries de l'exportation, sont confrontées à des difficultés particulières. Des droits à l'assurance sociale inégaux, le travail supplémentaire obligatoire, des conditions de travail dangereuses et des salaires de misère sont monnaie courante. Dans de nombreux pays, la réussite basée sur l'exportation a été construite sur l'exploitation des femmes et des jeunes filles.

En fonction de leurs activités de commercialisation, certaines entreprises transnationales représentent une grave menace pour la santé publique. Les efforts visant à créer des marchés pour le tabac et pour le lait en poudre pour les nourrissons sont deux mesures qui causent des préjudices particulièrement graves.

Le présent rapport propose plusieurs recommandations, dont les suivantes :

- Les gouvernements devraient adopter et appliquer des lois nationales en matière d'emploi, cohérentes avec les normes de base de l'Organisation internationale du travail (OIT).
- Les Analyses de politiques commerciales de l'OMC devraient rédiger un rapport sur les normes du travail liées au commerce.
- La législation du travail dans les zones d'exportation devrait être renforcée et l'accent devrait être mis sur l'amélioration du statut des travailleuses.
- La capacité de l'OIT à vérifier et à imposer les normes élémentaires en matière de travail devrait être renforcée.
- Les gouvernements du Nord devraient établir (en suivant leurs directives pour les Entreprises Multinationales) des mécanismes plus efficaces pour l'analyse, le

**'Le travail à l'usine est dur, nous n'y sommes pas bien traités et si je tombe malade nous n'avons aucune protection. Est-ce que les gens dans votre pays pensent à notre condition quand ils achètent les chemises que nous fabriquons?'**

NAWAZ HAZARI, PIQUEUR SUR MACHINE À COUDRE, ZONE FRANCHE DE GANAKBARI, DACCA, BANGLADESH

contrôle et le suivi, afin de tenir les entreprises transnationales responsables de leurs actions dans les pays en développement.

- Les gouvernements devraient établir un protocole international juridiquement contraignant, basé sur les Principes des Nations Unies sur les Droits humains pour les Entreprises Commerciales (actuellement à l'état de projet), afin de régir la production, le commerce et la consommation de ressources naturelles provenant de régions en conflit.

## 8. Les règles du commerce international: Obstacle au développement

**L'accord ADPIC constitue un acte de fraude institutionnalisé, sanctionné par les règles de l'OMC... Les pays en développement perdront près de 40 milliards de dollars par an, sous forme de paiements de licences supplémentaires aux entreprises transnationales basées dans les pays du Nord.**

De bonnes règles en matière de commerce international peuvent créer un cadre favorable à la diminution de la pauvreté. De mauvaises règles auront l'effet inverse. Elles peuvent empêcher les gouvernements d'élaborer les stratégies nécessaires pour faire œuvrer le commerce en faveur des pauvres. Nombre de dispositions de l'OMC sont de mauvaises règles.

L'accord sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) en sont un exemple flagrant. Adam Smith avait en son temps averti les gouvernements de prendre garde aux instincts des commerçants : « Les gens exerçant le même commerce se rencontrent rarement, même pour leurs loisirs, mais leurs conversations aboutissent à une conspiration contre l'intérêt public, ou à tout le moins à une collusion pour augmenter les prix. » Il aurait pu peindre sous ce même jour l'accord ADPIC. Une protection plus stricte des brevets entraînera une augmentation des coûts des transferts de technologie. Les pays en développement perdront près de 40 milliards de dollars par an, sous forme de paiements de licences supplémentaires aux entreprises transnationales basées dans les pays du Nord, les États-Unis bénéficiant de près de la moitié de ce total. Derrière les arguments complexes sur les droits liés à la propriété intellectuelle, l'accord ADPIC constitue un acte de fraude institutionnalisé, sanctionné par les règles de l'OMC.

L'application de l'accord ADPIC aux médicaments aura des conséquences dramatiques pour la santé publique. Les données provenant des pays en développement semblent montrer que le renforcement de la protection des brevets pourrait doubler le coût des médicaments. Compte tenu que les foyers les plus pauvres dépensent déjà plus pour les médicaments que pour tout autre poste lié à la santé, cela devrait fortement augmenter le prix des traitements en cas de maladie. Morts prématurées et maladies inutiles en seront les corollaires inévitables. Du fait de leur degré de vulnérabilité plus élevé et de leur rôle de soignantes de première ligne, les femmes seront les premières à souffrir de ces conséquences dramatiques.

Les approches actuelles en matière de brevets menacent directement les intérêts des petits agriculteurs. Les gouvernements du Nord ont effectivement autorisé les investisseurs privés à commettre des actes de piratage biologique en leur permettant de breveter des matériaux génétiques prélevés dans des pays en développement. Si des royalties de 2 % devaient être prélevées sur ces matériaux, quelque 5 milliards de dollars seraient générés. Comme si cela ne suffisait pas, les petits agriculteurs pourraient perdre le droit de stocker, de vendre et d'échanger des semences.

Dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), les pays industrialisés cherchent à ouvrir de nouveaux marchés pour l'investissement des entreprises transnationales. Cela inclut les marchés pour les services financiers et les

produits de base comme l'eau. Les activités du secteur des services dont les pays en développement devraient bénéficier – tel que l'emploi – ne figurent pas parmi les priorités. Dans le même temps, en appliquant les principes du marché libre aux produits et services de base, l'AGCS menace de promouvoir des formes de privatisation qui porteront atteinte aux intérêts des plus pauvres.

Nombre de politiques industrielles qui ont facilité la bonne intégration des marchés de l'est asiatique au commerce mondial sont maintenant limitées ou interdites par les règles de l'OMC. Ces dernières comprennent des politiques qui imposeraient aux entreprises transnationales de s'approvisionner en produits locaux et ordonneraient des restrictions sur les investissements étrangers. En exigeant que des pays à des niveaux de développement économique très différents appliquent tous les mêmes règles, le système de l'OMC montre qu'il est en décalage avec les problèmes auxquels les pays pauvres sont confrontés.

Parmi les recommandations émises dans le présent rapport, figurent les dispositions suivantes :

- Mettre fin à l'application universelle du modèle de gestion des droits de propriété intellectuelle de l'OMC : les pays en développement devraient conserver le droit d'émettre des formes de protection de la propriété intellectuelle plus courtes et plus flexibles.
- Un engagement clair à faire passer les priorités en matière de santé publique avant les intérêts des détenteurs de brevets, en se basant sur les engagements pris à la Conférence ministérielle de l'OMC de Doha en novembre 2001.
- Une interdiction du brevetage des ressources génétiques liées à l'alimentation et à l'agriculture, davantage de droits pour les pays pauvres de développer des formes plus appropriées de protection de la diversité végétale, et la protection du droit des agriculteurs à stocker, vendre et échanger des semences.
- Un rééquilibrage de l'accord sur les services, afin de faire des objectifs de développement une priorité et d'exclure les services publics de base des négociations sur la libéralisation, ainsi que de renforcer la souveraineté nationale.
- Renforcer les dispositions de l'OMC en faveur du « traitement spécial et différencié » des pays en développement et lever les restrictions sur les droits des gouvernements à réglementer les investissements étrangers et à protéger leurs industries naissantes.

## 9. Le commerce international en faveur des pays pauvres

Le commerce ne peut atteindre son objectif que si les pays riches et les pays pauvres agissent pour redistribuer les chances en faveur des plus pauvres. Cela exige une action au niveau national, de nouvelles formes de coopération internationale et une restructuration de la gouvernance mondiale au niveau de l'OMC.

Le défi qui vise à élargir les chances au niveau national dépasse largement le cadre étroit de la politique commerciale. Les inégalités en matière de services médicaux et d'éducation, ainsi que la propriété des biens, représentent un obstacle formidable au travail du marché en faveur des pauvres. Il en est de même pour les inégalités en matière de propriété des moyens de production. Le non accès à la terre, aux infrastructures de commercialisation et aux ressources financières fait que les plus

**Le commerce ne peut atteindre son objectif que si les pays riches et les pays pauvres agissent pour redistribuer les chances en faveur des plus pauvres.**

pauvres sont souvent les plus mal équipés pour profiter des opportunités offertes par le marché, et les plus vulnérables face à la concurrence des importations. Dans de nombreux pays, la corruption généralisée et la bureaucratie excessive constituent un fardeau pour le commerce – et ce fardeau pèse tout particulièrement sur les plus pauvres.

La coopération internationale doit être renforcée dans une série de domaines. Les pays en développement ont besoin d'aide pour pouvoir intégrer les marchés mondiaux à des conditions plus favorables et offrir des opportunités aux plus pauvres. Cependant, les pays riches ont réduit leurs budgets d'aide de 13 milliards de dollars entre 1992 et 2000. Certaines des réductions les plus importantes ont frappé les pays les plus pauvres et des secteurs – tels que l'agriculture – où une aide bien ciblée permettrait de faire la différence dans la lutte contre la pauvreté. L'incapacité à résoudre le problème de l'endettement à long terme des pays à faibles revenus et à apporter une réponse efficace aux nouveaux problèmes posés par le marché des capitaux privés engendre de nouvelles menaces. Il y a un danger croissant que de nombreux pays en développement soient contraints, en raison de leur dette ingérable, de transférer la richesse générée par leurs exportations à leurs créanciers des pays riches.

L'OMC est l'une des institutions internationales les plus jeunes, mais elle a vieilli prématurément. Derrière sa façade d'organisation « dirigée par ses membres » se cache un système de gouvernement basé sur la dictature de la richesse. Les pays riches y exercent une influence disproportionnée. Cela est en partie dû à l'échec de la démocratie représentative. Chaque pays de l'OMC a droit à une voix, mais onze de ses membres, parmi les pays les moins développés, ne sont pas même représentés à Genève où l'OMC est basée. Les relations informelles de pouvoir renforcent les inégalités lors des négociations à l'OMC, tandis qu'en dehors de l'enceinte de l'OMC, les puissantes entreprises transnationales exercent une influence disproportionnée sur la direction donnée à la politique commerciale.

Des réformes de la gouvernance commerciale sont nécessaires pour faire en sorte que les mécanismes du commerce mondial œuvrent en faveur des plus pauvres à tous les niveaux. Elles comprennent, entre autres :

- Des réformes de redistribution liées aux stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. Ces réformes incluent une redistribution des terres, un changement des priorités en matière de dépenses publiques, le développement des infrastructures et des mesures visant à dépasser les difficultés liées à l'inégalité des sexes sur les marchés locaux.
- Les actions à entreprendre pour s'attaquer au problème de la corruption. Au niveau national, cela implique un audit plus strict par des organismes dépendant du Parlement, en conformité avec la convention de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) contre la corruption et à ses directives en matière de corruption.
- Un renforcement de l'assistance technique aux pays les plus pauvres par le biais d'une institution de financement pour la constitution d'un potentiel lié aux questions de politiques commerciales. Il faudrait prévoir un budget annuel d'environ 250 millions de dollars pour renforcer le pouvoir de négociation des pays en développement au niveau de l'OMC.

- Une augmentation de la transparence et de la responsabilité politique dans les pays en développement. Tous les gouvernements devraient présenter à leurs organes législatifs respectifs un rapport annuel sur leurs activités liées à l'OMC. Les analyses des politiques commerciales de l'OMC devraient inclure une évaluation de la qualité du dialogue entre les gouvernements et la société civile sur la réforme de la politique commerciale.
- Une plus grande transparence sur l'influence informelle. Tous les gouvernements nationaux devraient rendre publics les contacts et les offres soumises par les organisations qui essaient d'influencer les politiques de négociation commerciale.
- L'élaboration d'un mécanisme mondial anti-trust. Au vu de la concentration massive du pouvoir des entreprises dans l'économie mondiale, les principes de la législation anti-monopolistique devraient être étendus au-delà des frontières nationales à l'économie internationale.

De la même manière que dans toute économie nationale, l'intégration économique internationale peut être soit une source de prospérité partagée et de réduction de la pauvreté, soit une cause d'accroissement des inégalités et de l'exclusion. Bien géré, le système commercial international pourrait permettre à des millions de gens de quitter leur état de pauvreté. Dans le cas contraire, il aggraverait la marginalisation d'économies entières. Cela est également vrai au niveau national. Une bonne gouvernance peut transformer le commerce en un instrument de lutte contre la pauvreté alors qu'une mauvaise gouvernance peut nuire aux intérêts des plus pauvres.

Actuellement, le commerce est mal géré au niveau mondial et, dans beaucoup de pays, également au niveau national. Il n'est pas pensable de continuer dans cette voie. Cependant un retour à l'isolationnisme ne serait pas plus satisfaisant: il priverait les plus pauvres des opportunités offertes par le commerce et neutraliserait une force de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi nous avons besoin d'un nouvel ordre commercial mondial, fondé sur une nouvelle approche des droits et responsabilités et une volonté réelle de mettre la mondialisation au service des populations les plus démunies.

# Contacts

Oxfam International est une confédération de douze organisations de développement qui travaillent dans 120 pays dans le monde: Oxfam Amérique, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Community Aid Abroad (Australie), Oxfam Grande Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermon Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande, Oxfam Québec, et Oxfam Allemagne. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à l'une des adresses suivantes.

## **Oxfam America**

26 West St.  
Boston, MA 02111-1206  
Tel: 1.617.482.1211  
E-mail: [info@oxfamamerica.org](mailto:info@oxfamamerica.org)  
[www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)

## **Oxfam Canada**

Suite 300-294 Albert St.  
Ottawa, Ontario, Canada K1P 6E6  
Tel: 1.613.237.5236  
E-mail: [enquire@oxfam.ca](mailto:enquire@oxfam.ca)  
[www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)

## **Oxfam Quebec**

2330 rue Notre-Dame Ouest  
Bureau 200, Montreal, Quebec  
Canada H3J 2Y2  
Tel: 1.514.937.1614  
E-mail: [info@oxfam.qc.ca](mailto:info@oxfam.qc.ca)  
[www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)

## **Oxfam Ireland**

9 Burgh Quay, Dublin 2, Irish Republic  
Tel: 353.1.672.7662  
E-mail: [oxireland@oxfam.ie](mailto:oxireland@oxfam.ie)

52-54 Dublin Road, Belfast, BT2 7HN  
Northern Ireland, UK  
Tel: 44.28.9023.0220  
E-mail: [oxfam@oxfamni.org.uk](mailto:oxfam@oxfamni.org.uk)  
[www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)

## **Oxfam GB**

274 Banbury Road, Oxford  
England OX2 7DZ  
Tel: 44.1865.311311  
E-mail: [oxfam@oxfam.org.uk](mailto:oxfam@oxfam.org.uk)  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)

## **Oxfam en Belgique**

Rue des Quatre Vents 60  
1080 Bruxelles, Belgique  
Tel: 32.2.501.6700  
E-mail: [oxfam@oxfam.be](mailto:oxfam@oxfam.be)  
[www.oxfam.be](http://www.oxfam.be)

## **Novib Oxfam Nederland**

Mauritskade 9  
2514 HD Den Haag, Nederland  
Adresse Postale: P.O Box 30919,  
2500 GX Den Haag, Nederland  
Tel: 31.70.342.1621  
E-mail: [info@novib.nl](mailto:info@novib.nl)  
[www.novib.nl](http://www.novib.nl)

## **Intermon Oxfam**

Roger de Lluria 15  
08010, Barcelona, Espagne  
Tel: 34.93.482.0700  
E-mail: [intermon@intermon.org](mailto:intermon@intermon.org)  
[www.intermon.org](http://www.intermon.org)

## **Oxfam Deutschland**

Greifswalder Str. 33a  
10405 Berlin, Deutschland  
Tel: 49.30.428.50621  
E-mail: [info@oxfam.de](mailto:info@oxfam.de)  
[www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)

## **Oxfam Hong Kong**

17/F, China United Centre  
28 Marble Road, North Point  
Hong Kong  
Tel: 852.2520.2525  
E-Mail: [info@oxfam.org.hk](mailto:info@oxfam.org.hk)  
[www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)

## **Oxfam Community Aid Abroad**

156 George St. (Corner Webb Street)  
Fitzroy, Victoria, Australia 3065  
Tel: 61.3.9289.9444  
E-mail: [enquire@caa.org.au](mailto:enquire@caa.org.au)  
[www.caa.org.au](http://www.caa.org.au)

## **Oxfam New Zealand**

Level 1, 62 Aitken Terrace  
Kingsland, Auckland  
New Zealand  
Postal address: P.O. Box 68 357,  
Auckland 1032, New Zealand  
Tel: 64.9.355.6500  
E-mail: [oxfam@oxfam.org.nz](mailto:oxfam@oxfam.org.nz)  
[www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)

## **Oxfam International Advocacy Office**

1112 16th St., NW, Ste. 600, Washington,  
DC 20036  
Tel: 1.202.496.1170  
E-mail: [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)  
[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

## **Oxfam International, Bureau à Bruxelles**

60 rue des Quatre Vents,  
B-1080 Bruxelles, Belgique  
Tel: 32.2.501.6761  
E-mail: [david.earnshaw@oxfaminternational.org](mailto:david.earnshaw@oxfaminternational.org)

## **Oxfam International, Bureau à Genève**

15 rue des Savoises  
1205 Genève, Suisse  
Tel: 41.22.321.2371  
E-mail: [celine.charveriat@oxfaminternational.org](mailto:celine.charveriat@oxfaminternational.org)

## **Oxfam International, Bureau à New York**

Tel: 1.646.246.5448  
E-mail: [nicola.reindorp@oxfaminternational.org](mailto:nicola.reindorp@oxfaminternational.org)



## DEUX POIDS DEUX MESURES

commerce, globalisation, et lutte contre la pauvreté

[www.maketradefair.com](http://www.maketradefair.com)

En écrivant ce rapport, Oxfam veut démontrer à quel point le changement est nécessaire. Nous sommes également déterminés à œuvrer afin que ce changement devienne réalité. C'est pourquoi nous avons lancé la campagne Oxfam sur le commerce international intitulée *"Pour un commerce équitable"*. Il nous semble évident qu'un véritable changement ne peut voir le jour sans l'implication d'une large proportion de la population, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Nous souhaitons donc travailler en collaboration avec les organisations et individus du monde entier qui luttent déjà pour que le commerce constitue un réel levier dans la lutte contre la pauvreté.

 **POUR UN  
COMMERCE  
ÉQUITABLE**

  
**Oxfam**